



Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR
INDIVIDUEL
N° 154

Prénom : Christine
NOM : DÉSERAUD
Âge : 67 ANS

Contact :
christinedeseraud@gmail.com

Le point de vue de Christine Déseraud sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

Cette concertation est attendue depuis longtemps. Elle aurait dû se tenir avant la décision du gouvernement de relancer le nucléaire ; décision prise unilatéralement. Les débats publics sur les EPR2 auraient dû commencer après l'adoption de la PPE3 et de la SNBC3.

De fait les travaux et demandes d'autorisation concernant les EPR2 sont illégaux. C'est un déni de démocratie.

Depuis le début des centrales atomiques, la consommation est ajustée à la production : on a encouragé par exemple le chauffage électrique pour consommer ce que les centrales produisent, alors que ce mode de chauffage est particulièrement inefficace avec un rendement très faible.

C'est la production d'énergie qui doit être ajustée à la consommation. Tout doit être fait pour limiter la consommation d'énergie : sobriété en énergie mais aussi en matériaux (donc en produits de consommation, déplacements ...), efficacité.

Toute production est polluante et doit être maîtrisée.

J'ajoute que six semaines de concertation pour lire le dossier et faire une réponse argumentée, c'est trop court et il faudrait prolonger cette concertation jusqu'au 28 février 2025.

Non au nucléaire

La programmation pluriannuelle de l'énergie 3 s'appuie sur le scénario N3 de RTE 2050 avec 50 % de nucléaire en 2050. Pourtant, les solutions alternatives au tout nucléaire ne manquent pas : les scénarii M0 et M1 de RTE, celui de Negawatt, et un scénario de l'Ademe décrivent les solutions. Si on avait fait le choix du renouvelable avant, la France pourrait respecter ses engagements. Les milliards investis dans le nucléaire manquent dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

SOBRIÉTÉ

La sobriété doit être le pilier des nouvelles lois et programmations. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie, il est bien plus efficace d'isoler les bâtiments ou d'installer des éoliennes et des panneaux photovoltaïques sur les toits.

On peut citer plusieurs exemples :

Interdire les vols en avion quand un trajet en train prend moins de 6 heures. Les jets privés doivent être interdits.

Rénover les logements de façon à n'avoir plus que des logements basse consommation ou à énergie positive. On peut lire dans le projet de PPE3 page 20 : «*S'agissant du bâtiment, la création de MaPrimeRenov' en janvier 2020 a rendu plus accessible la rénovation énergétique aux plus modestes. Depuis, 2 millions de logements ont été rénovés, dont plus de 210 000 rénovations globales, mobilisant 8,6 Md€ d'aides.*» Toutes les aides doivent servir à faire des rénovations globales, et il faut en faire beaucoup plus en formant les professionnels et en créant des emplois.

Le chauffage électrique n'est pas efficace, il a un mauvais rendement. Il a été promu uniquement pour utiliser l'électricité des

centrales atomiques.

Les pompes à chaleur ne sont pas la solution idéale car à certaines températures, elles ont un mauvais rendement. Il faut d'abord faire une bonne isolation pour avoir besoin de moins de chauffage et de refroidissement.

Dans les transports, les voitures, électriques ou pas, doivent être petites et légères. Les transports en commun et les modes doux doivent être réellement développés.

La sobriété conduira à avoir besoin de moins de moyens de production.

Il faut adapter la production à la consommation et non l'inverse. Les actions d'effacement de consommation en période de pointe, les STEP doivent contribuer à l'équilibre.

PRODUCTION DE CHALEUR

Le solaire thermique est une façon vraiment au point et facile de chauffer l'eau et l'air. Il doit être développé bien plus vite.

Les pompes à chaleur ne sont pas un moyen de production d'énergie (chapitre 3-1) puisqu'elles consomment de l'électricité et ont souvent un mauvais rendement.

PRODUCTION ÉLECTRIQUE

MÉTAUX CRITIQUES ET AUTRES

On lit page 81 du projet : «*ACTION ENER ELEC 1 : Poursuivre notre stratégie de sécurisation des approvisionnements en métaux critiques de la transition énergétiques (lithium, nickel, cobalt, cuivre, aluminium, terres rares, etc.)*» La réutilisation des équipements et l'extraction des matières premières à partir des déchets sont à privilégier par rapport à l'extraction minière, source d'artificialisation, d'accaparement de terres agricoles ou naturelles et de pollution.

PHOTOVOLTAÏQUE

Au lieu de donner des délais supplémentaires

aux grandes entreprises pour les obligations d'équipement en photovoltaïque (cas des ombrières sur les grands parkings par exemple) , on doit accélérer la pose d'installations PV sur les surfaces construites ou artificialisées.

On lit page 82 : ACTION ENER ELEC 3 : *Les gisements de projets sur bâtiments à coût maîtrisé étant limités, il convient également de développer le photovoltaïque au sol, en limitant les impacts des implantations sur espaces naturels*, : Que veut dire «à coût maîtrisé» ? Que notre santé et la biodiversité dont dépend directement notre santé sont mises au rabais ?

«ACTION PV1 : *la répartition pressentie serait la suivante: - 55% sur petites et moyennes toitures - 10% sur petites installations au sol 35% sur grandes installations, dont 70% au sol (incluant l'agrivoltaïsme) et 30% sur toiture. La part exacte de l'agrivoltaïsme dans cet objectif reste à affiner, en fonction des possibilités de déploiement de ces installations, des autres installations photovoltaïques, et des besoins du monde agricole (voir ci-dessous)*» : pourquoi cette répartition ? Cela veut dire qu'on fait supporter l'investissement aux particuliers et petites entreprises. Il est plus juste et surtout plus efficace d'équiper les toits de grande surface. Le solaire au sol ne doit pas empiéter sur les espaces naturels.

BIOCARBURANTS

Les biocarburants sont à développer avec les conditions suivantes : ils ne doivent pas nuire à la biodiversité, pour cela pas de monoculture sur de grandes surfaces ; ils ne doivent pas priver les petits paysans de terres cultivables pour l'alimentation humaine.

HYDROGÈNE

L'hydrogène obtenu par hydrolyse doit utiliser uniquement de l'électricité produite par les ENR&R.

NUCLÉAIRE

Le nucléaire est néfaste pour la santé : des rejets, autorisés ou pas, de matières radioactives et chimiques ont lieu en permanence dans l'air et dans l'eau des fleuves et de la mer, au mépris de la santé des habitants. Or il est établi qu'il y a des risques de cancer avec des accumulations de doses radioactives même faibles. Pourtant, l'eau des fleuves ou des nappes se retrouve depuis plus de 40 ans polluée par du tritium radioactif et par différentes autres particules radioactives et aussi par du chlorure, du sodium, du cuivre, de l'acide borique, des détergents, du zinc et autres produits chimiques indésirables dans les milieux aquatiques. Un registre des cancers doit être obligatoire dans chaque département.

À ces rejets autorisés mais nocifs, s'ajoutent les rejets accidentels et ceux liés à des dérogations accordées pour maintenir la production au détriment de l'environnement. D'autre part, le nucléaire est un gros consommateur d'eau. Cette ressource est aussi essentielle pour l'eau potable, pour l'agriculture, pour les espaces naturels. Il faut s'attendre à des conflits pour l'usage de l'eau. L'argumentaire en vogue des politiques pour justifier le nucléaire c'est :

«le nucléaire est la solution au dérèglement climatique» : C'est faux.

Les réacteurs nucléaires sont de mauvais convertisseurs d'énergie primaire en électricité car plus de 2/3 de l'énergie de fission est dégagée directement dans l'air et dans l'eau des fleuves ou des mers et océans. Cela réchauffe fortement l'eau , comme l'a montré une étude thermique du fleuve Rhône. Les énormes dégagements de vapeur réchauffent l'air.

En fonctionnement, les réacteurs émettent

peu de CO2, mais ils rejettent des gaz au pouvoir d'effet de serre 1400 fois plus important.

La construction d'EPR2 émettrait du CO2 en grande quantité pendant la construction (notamment à cause du béton, de l'acier et des déplacements de personnes et de matériels), qui durerait plus de 10 ans, comme le montre l'expérience de Flamanville à une période cruciale où il faut justement réduire fortement nos émissions de CO2.

Le nucléaire est trop cher. Arrêtons de gaspiller l'argent public par milliards pour renflouer le nucléaire

Le nucléaire est dangereux. Le risque d'accident n'est pas nul, en temps normal mais encore plus en ce temps de guerre, un acte terroriste est possible. Ce seront des millions de vies ruinées.

On lit page 92 chapitre 3-5-3 : *«La France dispose par ailleurs d'une industrie couvrant les opérations de fabrication et de fourniture de combustible aux réacteurs puis de gestion du combustible usé, depuis l'extraction du minerai jusqu'à la gestion des déchets, en passant par le retraitement et la valorisation des combustibles nucléaires usés»*. : Non, la France n'a pas la maîtrise de l'extraction du minerai car celui-ci vient totalement de l'étranger.

Avec les problèmes actuels de conflits dans le monde, cette industrie est trop risquée. On le voit bien avec les lachers de bombes en UKRAINE où la centrale de Zaporizhzya est une cible. Les centrales en France ne sont pas mieux à l'abri.

Au sujet des déchets: chapitre 3-5-3 p93 *«forme de colis standards compactés (CSD-C) ou vitrifiés (CSD-V)) ont vocation à être stockés en couche géologique profonde dans l'installation Cigéo en projet (Meuse). Les combustibles MOx et URE usés sont entreposés dans l'attente d'une valorisation ultérieure.»* : le

projet Cigéo n'est pas encore entériné. On n'a pas de lieu de stockage sûr. Certains déchets vont être radioactifs pendant des milliers d'années. Même si on avait un lieu de stockage, a-t-on le droit de faire supporter notre surconsommation aux générations futures ?

Chapitre : *«ACTION NUC 1: POURSUIVRE LE FONCTIONNEMENT DES REACTEURS ELECTRONUCLEAIRES APRES 50 ANS PUIS 60 ANS»* : non, la prolongation du fonctionnement des réacteurs n'est pas raisonnable au-delà de 40 ans car c'est la durée pour laquelle ils sont prévus.

Il y a des composants comme la cuve qui ne sont pas remplaçables mais essentiels à la sûreté. N'hypothéquons pas la santé des populations !

Chapitre : *«ACTION NUC 3»* : Les EPR2 sont des EPR au rabais, avec des éléments assurant la sécurité qui ont été enlevés pour être plus vite construits donc moins cher. De plus si leur construction doit être décidée en 2026, pourquoi a-t-on commencé à rogner la falaise à Penly ? D'abord, on détruit , ensuite on décide , où est la logique ? Où est la démocratie ? On ne pourra pas reconstruire ni retrouver la biodiversité détruite.

Chapitre : *«ACTION NUC 4»* et suivantes : Les français n'ont jamais été consultés sur le choix du nucléaire. Ils ne peuvent pas avoir un avis éclairé car l'opacité règne sur le sujet.

SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

Chapitre : *«ACTION APPRO U1»* : Pas de nucléaire, pas de problème d'approvisionnement. Une meilleure indépendance de la France, puisque 100 % du combustible vient de l'étranger, et est même en partie traité à l'étranger.

Chapitre 4-6-4-2 : adaptation du réseau : cela doit être fait, car en effet les ENR ne sont pas pilotables, mais prévisibles. Il y a des

intermittances non prévisibles avec le nucléaire dues aux pannes. D'autres pays ont commencé bien avant nous, la France est en retard, comme sur le déploiement des ENR. On pourrait choisir d'être une vitrine dans l'industrie du PV ou de l'éolien, ce serait plus valorisant que d'être une vitrine pour le nucléaire, cette industrie dangereuse.

Chapitre 6-1-2 : investissements en rapport avec la lutte contre le dérèglement climatique : il faut investir dans ce sens car l'inaction coûtera plus cher.

Chapitre 6-2-1 : enjeux socio-économiques : les ménages pauvres et modestes doivent être aidés. Notamment en supprimant les passoires thermiques : tout le monde sera gagnant : les ménages auront moins à dépenser pour se chauffer et cela crée des emplois dans le secteur du bâtiment. On aura moins besoin de produire et l'énergie la moins polluante est celle qu'on ne produit pas.

Chapitre 6-5-3 : investissement dans le nouveau nucléaire : pas d'EPR2 = 67 Md€ économisés.

Conclusion

Cette PPE3 s'appuie sur un scénario avec 50 % de nucléaire, c'est oublier que RTE a aussi étudié un scénario M0 et un scénario M1 100 % ENR, tout aussi performants. Ces scénarii sont calculés un peu plus cher que les autres en 2021, mais en réactualisant le coût des EPR2 avec les nouveaux chiffres (voir cours des comptes) on arriverait à un prix approchant. De plus, on sait que le risque d'accident

nucléaire n'est pas assurable car trop important. Envisager un scénario avec du nucléaire, c'est réduire la valeur de la vie humaine à néant. Or, c'est bien connu, la santé n'a pas de prix.

On parle de « *temps de développement propres à chaque filière* » (page 75). Les études sur les EPR2 ne sont pas terminées, alors que le photovoltaïque et l'éolien sont des technologies matures et sans danger.

La sobriété et l'efficacité sont en quelque sorte des sources d'énergie. La baisse de la consommation de biens inutiles ou trop vite obsolètes doit être valorisée. Le PIB ne doit plus être le prétexte aux actions politiques. Il faut plutôt privilégier le bien-être et la santé pour les humains et la nature. Cela créera des emplois dans les services, plus valorisants pour les travailleurs.

Il n'y a aucune information objective et complète sur l'énergie, sauf celle que les associations comme Sortir Du Nucléaire diffuse. Mais en face il y a un lobbying très puissant et riche.

Même cette consultation, pourtant sur un sujet qui engage la France, ne fait pas l'objet d'assez de publicité. En outre, six semaines, c'est très court pour étudier les documents et écrire une réponse circonstanciée. Le délai devrait être prolongé au-delà du 16 décembre 2024.

En résumé : plus de sobriété, plus d'ENR&R, arrêt du nucléaire.

Merci